

DESCRIPTION DE LA DEMANDE		Référence dossier
Demande déposée le 20/11/2018 Complétée le 26/02/2019		N° PC 34162 18 K0048
Par :	M. MARTINEZ LIONEL	Surfaces : de plancher : 110 m ² d'emprise : 178 m ² Destination : Construction neuve
Demeurant à :	15 CITE CLAIR SOLEIL 34140 MEZE	
Pour :	Logement avec garage et piscine	Parcelle n° BM0052
Sur un terrain sis à :	16 IMPASSE DES HIRONDELLES 34530 MONTAGNAC	

Le Maire,

Vu la demande susvisée
Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L421-1 et suivants et R421-1 et suivants ;
Vu le Plan Local d'Urbanisme, approuvé par délibération du Conseil Municipal du 11/05/2007, modifié par délibération du Conseil Municipal du 03/02/2017 et révisé par délibération du Conseil Municipal du 03/02/2017
Vu la délibération du conseil municipal autorisant la création de la ZAC « Montagnac Avenir » (Site Les Terrasses de la Peyrière) en date du 6/07/2006,
Vu la délibération du conseil municipal approuvant le dossier de réalisation de la ZAC en date du 21/12/2007,
Vu l'arrêté de permis de construire en date du 08/03/2019 accordant le permis de construire d'origine et de son modificatif en date du 8/07/2019.
Vu la demande de M. MARTINEZ LIONEL en date du 7/12/2021 concernant la prorogation du permis de construire.

ARRÊTÉ

ARTICLE UNIQUE – Le permis de construire est **PROROGÉ** pour le projet décrit dans la demande susvisée jusqu'au **08/03/2023**.

Toutes les prescriptions et réserves émises lors de la délivrance du permis de construire initial demeurent maintenues.

MONTAGNAC
Le Maire
M. Yann LLOPIS



(La présente décision est transmise le
des collectivités territoriales.)

07 FEV. 2022

au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général

Le (ou les) demandeurs peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent sa notification.
A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent (Montpellier) d'un recours contentieux.

Durée de la validité du permis / de la déclaration préalable :

Conformément à l'article R 424-17 ou R 424-18 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis / de la déclaration préalable est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable. Il en va de même, en cas de recours contre une décision prévue par une législation connexe donnant lieu à une réalisation différée des travaux dans l'attente de son obtention.

Dès que l'autorisation est exécutoire (après sa transmission au représentant de l'État), le (ou les) bénéficiaire(s) du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la Mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A.424-15 à A.424-19 du code de l'urbanisme, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux.

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaire(s) du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
- Dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire(s) du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : Elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire(s) de l'autorisation de construire : Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévu par la loi n°78-12 du 4 janvier 1978 modifiée relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction (article L 242-1 du code des assurances).